



JEAN-FRANÇOIS JAMET

## Le chacun pour soi n'est pas inévitable

**Utile solidarité.** Cet Européen convaincu veut croire que la crise permettra aux pays de l'Union de comprendre à quel point les institutions et l'euro les protègent.

Installée à Paris et Bruxelles, la Fondation Robert Schuman a pour mission de promouvoir l'idéal européen. Elle contribue aux débats dans les pays membres et à l'étranger en publiant diverses recherches ainsi qu'un *Etat de l'Union* annuel, riche de données chiffrées et de réflexions prospectives. Economiste à la fondation, Jean-François Jamet plaide pour un renforcement de l'esprit européen à l'occasion de cette sévère crise économique, soulignant que l'Union ne peut pas se permettre des pratiques de «chacun pour soi» portant en germe un risque d'éclatement de l'euro.

**La crise est mondiale. L'Europe subira-t-elle une récession ou une dépression?** La zone euro est déjà en récession; même si certains pays, comme la France, n'entreront officiellement en récession qu'à la fin de mars. La croissance pour 2008 dans la zone euro a été très faible: + 0,9%.

**Une dépression serait plus grave...**

Quand on parle de dépression, on fait référence aux années trente: une récession prolongée de grande ampleur. Il est d'ores et déjà évident que, en 2009, l'Europe subira une sévère récession; la Commission prévoit un recul du PIB de 1,9%. L'incertitude porte sur la durée de cette récession. Il est probable qu'elle va se prolonger en 2010. Reste à savoir si l'on aura ensuite un scénario à la japonaise, avec une croissance très faible pendant dix à quinze ans, ou un retour à la situation d'avant-crise, avec une croissance de 2 à 2,5% pour la zone euro.



MICHAEL ZUMSTENH/CORBIS

**Quel est votre scénario?**

Quelques années de croissance très faible, en raison du fort endettement des ménages dans certains pays membres et du poids de la dette publique dans d'autres. Résorber toutes ces dettes prendra du temps; d'autant que les plans de relance augmentent l'endettement des Etats. La dette publique dans la zone euro pourrait

atteindre 76% du PIB en 2010; soit bien plus que la limite maximale de 60% prônée par le traité de Maastricht. La marge de manœuvre des Etats sera donc limitée en sortie de crise: ils devront augmenter les impôts ou avoir recours à l'inflation.

**La BCE a pourtant pour mission de garantir la stabilité des prix...**

En effet, pour créer de l'inflation dans la zone euro il faudrait que la Banque centrale européenne accepte d'acheter des obligations d'Etat, alors que son mandat le lui interdit. Cela reviendrait à monétiser la dette, donc à créer de la monnaie. La FED le fait. Mais aux Etats-Unis, tant que les gens ont confiance dans le dollar, le seul effet potentiel est de diminuer la valeur du billet vert; ce qui contribue à soutenir les exportations.

**L'Union européenne ne prévoit pas de politique économique commune, d'où les différences entre plans de relance?**

On ne peut pas appliquer la même politique partout car la situation des pays est très différente. Certains, comme l'Irlande, subissent un ralentissement très brutal. D'autres, telle l'Italie, partaient d'une croissance faible avec une dette publique élevée. L'Allemagne, contrairement à la France, n'avait pas de déficit budgétaire: elle a plus de marge de manœuvre. L'Espagne est limitée par l'ampleur de son déficit commercial. Il ne faut pas confondre coordination des réponses à la crise et choix d'une réponse unique. Ceci ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'entendre sur la nécessité de faire de la relance et de soutenir les pays les plus affaiblis, comme la Grèce.

**La Grèce doit payer bien plus que l'Allemagne pour placer ses obligations. Certains évoquent un éclatement de l'euro?** C'est un risque autoréalisateur: plus les gens vont craindre ce scénario, plus il pourrait se réaliser. Les Etats devraient préparer le pire en amont: en discuter lors du prochain Conseil économique et social. La BCE n'ayant pas la possibilité d'acheter

des obligations gouvernementales sur le marché, des discussions ont eu lieu pour créer un fonds, alimenté par tous les Etats de la zone euro, voire de l'Union européenne. Il pourrait acheter des titres pour éviter une hausse des taux d'intérêt dans les pays en difficulté. Il convient toutefois de relever que les écarts entre les taux sur les obligations allemandes et grecques sont inférieurs à l'écart qui existait entre l'Italie et l'Allemagne avant l'euro. Reste que les pays les plus endettés ne pourraient pas se permettre un éclatement de la monnaie unique. Une sortie de l'euro de la Grèce ou de l'Italie provoquerait une crise financière majeure dans ces pays, avec de graves conséquences sociales. Le FMI devrait leur venir en aide. Autant le faire dans le cadre de la zone euro. La solidarité de tous ne dispense pas les pays les plus endettés d'avoir une communication responsable, en affirmant qu'ils ont pour objectif de réduire leur dette. Le chacun pour soi n'est pas inévitable. Il entretiendrait la crise.

**LE MANDAT DE LA BCE LUI INTERDIT D'ACHETER DES OBLIGATIONS D'ÉTAT SUR LE MARCHÉ.**

**Nicolas Sarkozy veut conditionner les aides aux constructeurs automobiles à un engagement à ne pas délocaliser en République tchèque. Le marché unique est vraiment mal en point...**

L'Union proscrit les aides d'Etat discriminatoires. Il faudrait s'entendre pour mettre en œuvre des subventions qui ne soient pas destinées aux seules entreprises nationales. Les Etats pourraient conditionner ces aides à des emplois fournis en Europe. Si on ne se montre pas capables de s'entendre sur ce que chacun fait, la crise va durer plus longtemps. Mais cette crise pourrait aussi faire prendre conscience aux pays membres de l'Union combien les institutions et l'euro les protègent. L'esprit européen, dont Jacques Delors déplore l'affaiblissement, pourrait en sortir renforcé. ○

PROPOS RECUEILLIS PAR GENEVIÈVE BRUNET



DÉCRYPTAGES  
GENEVIÈVE  
BRUNET

### «INCRÉMENTONS» IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE

L'innovation «incrémentale», chère aux professeurs d'«entrepreneurship», ne paie pas de mine. Le petit «plus» apporté à ce qui marche déjà apparaît a priori moins glorieux que l'innovation de rupture, consécutive à une invention. L'amélioration permanente n'en est pas moins «un système d'innovation capable de se confronter à l'incertitude, au risque, à la turbulence», selon Gary Hamel. Chic alors, on est en plein dedans! L'environnement a rarement été aussi incertain. L'agitation neuronale a ainsi toutes les chances de reprendre du service dans des entreprises contraintes de faire mieux avec moins. Sauf que pour améliorer en permanence ses processus de production, mieux vaut

LE PETIT «PLUS» APPORTÉ À CE QUI MARCHE DÉJÀ

avoir fait confiance de longue date à ses employés, avoir banni les chefs capos et favorisé la circulation de l'information. Une culture du dialogue moins répandue dans les bureaux et ateliers que sur le papier glacé des tableaux de bord directoires. Gageons que les entreprises capables de survivre ces prochaines années auront boudé les processus bétonnés, entre lesquels la tendre pousse de l'innovation n'a aucune chance de percer. Les employés malins seraient bien avisés de repérer rapidement ces sociétés ouvertes aux nouveautés. Il en va, au-delà de leur plaisir au travail, de leur propre survie. ○